



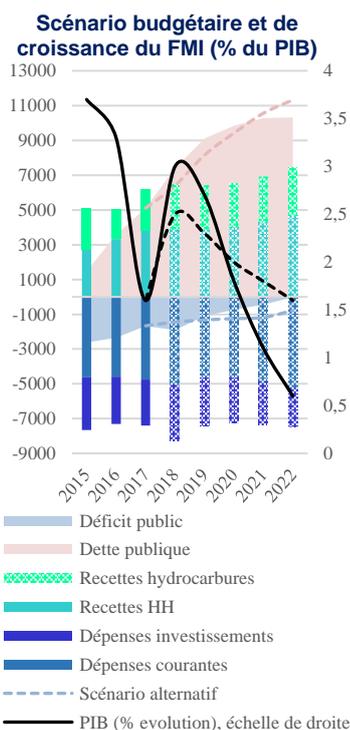
Lettre économique d'Algérie

N° 72 – juin 2018 (01/07/18)

© DG Trésor

Economie

Publication du rapport article IV du FMI sur l'Algérie



Secteur bancaire	2015	2016	2017
Croissance du crédit	11,3	9	11,8
Créances douteuses*	9,8	11,9	12,3
Tier I**	15,8	16,3	15,2
ROE***	20,3	18,1	17,8
ROA****	1,8	1,9	2

* en % des crédits totaux

** = capitaux propres / actifs risqués

*** = résultat net / capitaux propres

**** = résultat net / actifs totaux

❖ Evolutions des principaux indicateurs macroéconomiques

La croissance a ralenti à 1,6% en 2017 (contre 3,3% en 2016) du fait d'une contribution négative de la production d'hydrocarbures (-3,0%) et d'une légère contraction des dépenses publiques en investissement. Selon le FMI, la baisse de ces dépenses, de 11% en 2016 puis de 3% en 2017, a eu un effet de ralentissement sur la croissance hors hydrocarbures (2,6% contre 4,3% sur la période 2014-2016). Par ailleurs, le déficit public est passé de 13,5% du PIB en 2016 à 8,8% en 2017, en partie grâce aux dividendes versés par la Banque d'Algérie (5% du PIB) et à l'augmentation des recettes pétrolières (+41%). Sur le plan extérieur, la remontée des cours des hydrocarbures a permis une amélioration du déficit courant à 12,9% du PIB contre 16,6% en 2016. Les réserves en devise ont parallèlement baissé de 17 Mds USD pour tomber à 96 Mds USD à la fin de l'année (19 mois d'importations), un niveau toutefois très confortable tandis que la dette externe reste faible (2,4% de PIB). Malgré la dépréciation de 8% du taux de change effectif réel, le FMI juge que celui-ci reste surévalué et que la prime sur le marché parallèle est de 50%.

❖ Prévisions de croissance

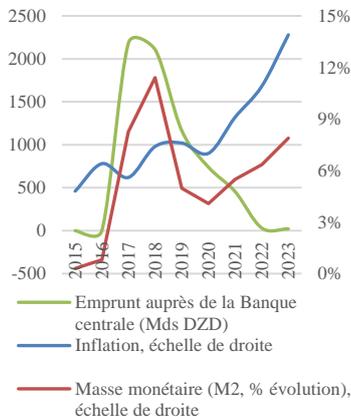
La baisse des importations étant incertaine, l'impact de la stratégie engagée restant difficile à évaluer et l'évolution des cours imprévisible, le scénario principal du fonds est ainsi établi sur beaucoup d'incertitudes. Il estime que la croissance du PIB sera de 3% en 2018 et de 2,7% en 2019 grâce à la croissance positive du secteur des hydrocarbures (liée à la mise en activité de nouveaux champs gaziers) et au renforcement de la croissance hors hydrocarbures grâce à l'augmentation temporaire des dépenses publiques. Les effets négatifs des politiques actuelles pourraient être observés à partir de 2020 selon le FMI (du fait du retour brutal à la consolidation notamment). L'inflation pourrait passer de 5,6% en 2017 à 7% en 2020 et 14% en 2023, tandis que la croissance réelle évoluerait parallèlement à la baisse : 1,8% en 2020 ; 1,1% en 2021 ; 0,6% en 2022 ; et 0,5% en 2023.

❖ Principales recommandations

Le Fonds recommande une consolidation fiscale dès 2018 tandis que d'autres mesures sont jugées primordiales pour rendre l'économie plus résistante à d'éventuels chocs. En effet, la consolidation fiscale doit démarrer dès 2018 et se faire par 1) l'augmentation des recettes hors hydrocarbures (par l'élargissement de l'assiette fiscale et la suppression des exceptions) ; 2) la réduction graduelle des dépenses courantes et du coût des investissements publics (tout en améliorant leur rentabilité). Par ailleurs, pour assurer le financement de l'économie, le FMI recommande fortement de ne pas recourir au financement via la Banque d'Algérie mais de privilégier d'autres sources, à savoir : l'émission domestique de titres souverains au taux de marché ; l'utilisation des partenariats publics-privés et les ventes



Evolution de quelques agrégats monétaires



Balance des paiements

Mds USD	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale B et S	-22	-18	-20	-17
Balance des revenus	-2,5	-4	-3,5	-3,4
Transferts nets	3	3,1	3,2	3,3
Balance compte courant	-22	-19	-20	-17
Compte financier	0,2	1,3	1,4	1,5
Déficit de la balance des paiements	-22	-17	-19	-16
Réserves	96	83	64	48,7
Dettes extérieures	4,1	4	3,8	3,7

[Pour télécharger le rapport](#)
[Pour télécharger le Selected Issues](#)

d'actifs publics ; l'allègement de la règle du 51/49. Le recours à l'endettement extérieur est également privilégié dans les recommandations du FMI afin de prévenir l'effet d'éviction d'une part et sauvegarder les réserves de change d'autre part. Ces politiques doivent être accompagnées d'une dépréciation graduelle du taux de change pour soutenir le développement du secteur privé et gérer les déséquilibres externes.

D'autres mesures structurelles sont conseillées par le FMI : renforcer la gouvernance et réduire la bureaucratie ; faciliter l'accès au financement dans un contexte de faible liquidité et de marché des capitaux embryonnaire (ce qui passerait par une réforme du secteur bancaire pour notamment améliorer le droits des emprunteurs, adapter les produits pour les petites structures, réduire les procédures administratives) ; améliorer l'adéquation entre marché du travail et compétences locales (réforme du marché du travail pour faciliter l'embauche et le licenciement et réduire l'attractivité du secteur informel et réadapter les filières supérieures aux besoins de l'économie). Par ailleurs, le FMI insiste sur l'importance d'encadrer les politiques publiques à savoir fixer une trajectoire budgétaire, présenter des statistiques des finances publiques fiables et régulières, améliorer l'efficacité des dépenses et limiter les excès (notamment les salaires et les investissements improductifs).

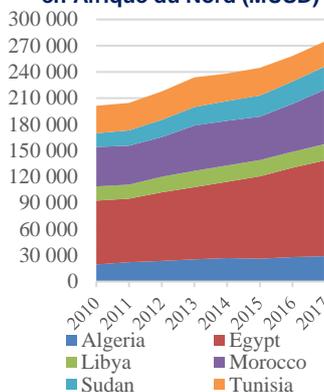
Le Fonds souligne par ailleurs que les autorités ont toutefois fait des efforts dans les réformes, notamment sur : la consolidation effectuée en 2017, la réduction des subventions à l'énergie, le gel des salaires, l'augmentation des taxes hors hydrocarbures, la légère dépréciation du dinar et la mise en place des opérations d'open market de la Banque centrale.

❖ Selected issues

En complément de l'article IV, le FMI fournit une analyse sur un secteur précis de l'économie. Pour l'Algérie, il détaille les défis à relever pour améliorer l'efficacité des investissements publics. En effet, selon les estimations du Fonds, l'Algérie aurait pu construire 60% d'infrastructures en plus avec le même montant d'investissements. Le multiplicateur des investissements publics est inférieur à 0,5 pour l'Algérie, signifiant que pour 1 DZD investit sur le budget de l'Etat, la valeur ajoutée augmente de moins de 0,5 DZD, des niveaux inférieurs à la moyenne des pays de la région ANMO. Pour le FMI, il y a donc un travail en profondeur à réaliser pour améliorer l'efficacité de la dépense publique, tant sur le plan quantitatif que qualitatif (l'efficacité de l'investissement sur la qualité des infrastructures est de 0,76, indiquant que pour le même montant dépensé, la qualité des infrastructures aurait pu être améliorée de 24%). A titre d'exemple, les constructions de route coûtent en moyenne 34% de plus que les autres pays de la région ; ou encore les projets de transports urbains ferrés avec un coût de 30% supplémentaire. Le fonds signale la recrudescence des retards dans ces projets puisqu'il estime qu'entre 2002 et 2016 les projets de constructions ont affiché en moyenne deux années de retard.

Economie

Evolution du stock d'IDE entrants en Afrique du Nord (MUSD)



Source : Cnuced

Rapport 2018 sur les investissements internationaux

Dans son rapport sur les investissements internationaux, la CNUCED relève une baisse des flux totaux de 23%, à 1400 Mds USD. Cette tendance a notamment concerné les pays développés puisque les flux vers ces pays se sont contractés de 37% (712 Mds USD) tandis que ceux vers les pays en développement se sont stabilisés (671 Mds USD).

Sur le continent africain, les flux ont été 21% plus faibles que ceux de l'année dernière (à 42 Mds USD), et poursuivent leur baisse par rapport à l'année dernière (-3%). Selon le rapport, cette baisse a notamment concerné les pays exportateurs de matières premières. Représentant 3,4% du stock d'IDE africains et 10,6% du stock nord-africains, l'Algérie a vu ses flux entrants diminuer de 26%, à 1,2 Md USD contre 1,6 Md en 2016. Le stock s'élève à présent à près de 29 Mds USD. Dans les pays limitrophes, les flux enregistrés vers le Maroc se sont élevés à 2,7 Mds USD (+22,9%), 880 MUSD vers la Tunisie (=) et 7,4 Mds USD vers l'Egypte (-8,8%).

Selon le rapport, les IDE hors hydrocarbures auraient notamment été le fait de l'entreprise chinoise Huawei dans l'extension de l'Aéroport international Houari Boumediene (Alger) et de l'entreprise sud-coréenne Samsung en ouvrant sa première usine d'assemblage dans le pays.



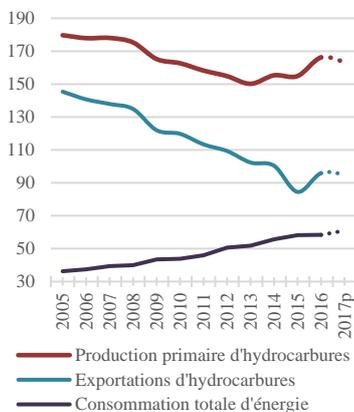
Economie

La fiscalité pétrolière s'est élevée à 2228 Mds DZD en 2017, en ligne avec ce que prévoyait la loi de finance 2017 (2220 Mds DZD).

Les montants investis dans le secteur se sont contractés de 7% par rapport à 2016, s'élevant à 11,6 Mds USD en 2017.

Le secteur a créé 8374 nouveaux emplois directs cette année, portant à 258 404 le nombre d'agents.

Production, consommation et exportation d'hydrocarbures (Mtep)



Chiffres clés du secteur des hydrocarbures en 2017

La revue algérienne de l'Energie, publiée par le ministère de l'Energie, présente les principales réalisations et les chiffres du secteur.

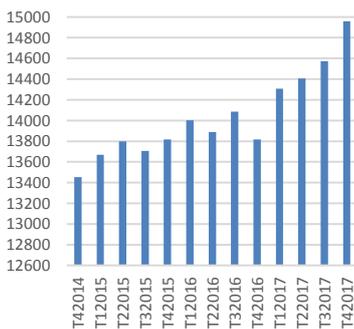
Ainsi, la production de pétrole (et de condensat) aurait diminué de 2,7% à 58,7 millions de tonnes sur l'année 2017 (contre 60,3 millions de tonnes en 2016), tandis que la production de gaz naturel serait passée de 93,9 Mds m³ en 2016 à 94,8 Mds m³ en 2017 (+1%). La production de gaz de pétrole liquéfiés a aussi diminué en passant de 8,2 en 2016 à 8 Mds tonnes fin 2017. Au total, la production d'hydrocarbures a enregistré une baisse de -0,8% par rapport à 2016, passant respectivement de 165,2 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) à 163,9 Mtep. Par ailleurs, selon le ministère, l'activité de forage d'exploration s'est réduite de 9% en 2017 au profit du forage de développement qui a cru de 17%, avec l'achèvement de 230 puits (contre 196 en 2016).

Parallèlement, la consommation d'énergie au sein du pays a augmenté de 1,5%, à 57 Mtep, liée en grande partie à la hausse de la consommation de gaz naturel (+3%) tandis que la consommation des produits pétroliers a diminué de 1,2%, dû notamment au rehaussement des prix du carburant. Les exportations du secteur ont enregistré une baisse en volume (109 Mtep ont été exportées en 2017 contre 111 Mtep en 2016). L'effet volume a été plus que compensé par l'augmentation du prix des hydrocarbures puisque les exportations ont augmenté de 19,2% en 2017 en valeur, atteignant ainsi 33,2 Mds USD. Les produits pétrochimiques ont vu leurs exportations diminuées de 19,2% (à 568 MUSD), liées au ralentissement de l'activité de transformation de 2,1% (28,5 millions de tonnes), expliqué par les maintenances effectuées sur les sites de Skikda, d'Hassi Messaoud et d'Adrar.

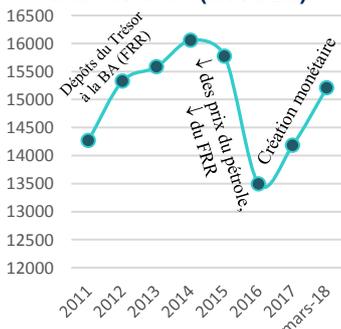
Les capacités en électricité s'élèvent désormais à 19500 MW en 2017 (contre 18971 MW en 2016) tandis que la production d'électricité a augmenté de 7,5% (à 75 TWh). La croissance de la consommation d'électricité a été encore plus rapide puisque celle-ci a cru de 10% en 2017.

Economie

Masse monétaire M2 (Mds DZD)



Bilan de la BA (Mds DZD)



Bilan de la Banque d'Algérie au premier trimestre 2018

La situation mensuelle du bilan de la Banque d'Algérie au mois de mars a été publiée début juin. Les principales évolutions sur le premier trimestre :

Actif :

- La valeur des titres émis ou garantie par l'Etat au titre de l'article 45 bis de la loi de la monnaie et du crédit permettant à l'Etat de s'endetter directement auprès de la Banque d'Algérie, a augmenté de 64% et s'élève désormais à 3585 Mds DZD (31,5 Mds USD).
- La mise en pension de l'équivalent de 25 Mds DZD (219 MUSD) de titres publics (0 à fin 2017), entrant dans le cadre des opérations d'*open market* et de reprise de liquidités sur le marché afin de limiter les effets de création monétaire.
- Les réserves en devises ont diminué d'environ 4% sur les trois premiers mois passant ainsi de ≈97,7 Mds USD fin 2017 à ≈94 Mds USD en mars 2018 (elle serait de 90 Mds USD à la fin du mois de mai selon les récentes déclarations du Premier ministre).

Passif :

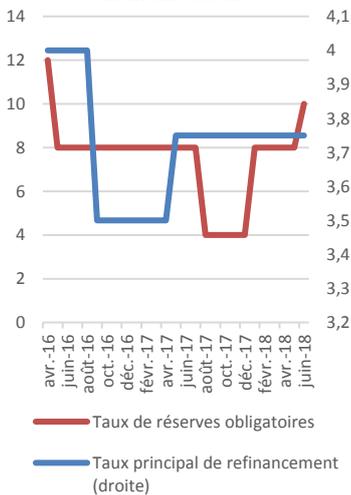
- La monnaie fiduciaire (billets + pièces) a augmenté de 2% par rapport à fin 2017 pour atteindre 4875 Mds DZD (42,8 Mds USD).
- Le compte courant créditeur de Trésor public a enregistré une hausse de 136% sur le premier trimestre de l'année et s'établit désormais à 1212 Mds DZD (10,6 Mds USD). Il correspond aux dépôts de l'Etat sur son compte auprès de la Banque centrale.
- La ligne « reprise de liquidités » du passif s'est élevée à 567 Mds DZD (5 Mds USD) alors qu'elle était encore à 0 à la fin 2017. Le mécanisme de reprise de liquidité a débuté en janvier 2018 et se présente sous forme de dépôts à terme à 7 jours sur des montants décidés par la Banque centrale rémunéré avec des taux proches du taux directeurs.



Economie

La politique monétaire engagée ces deux dernières années présentée par la Banque d'Algérie

Evolution des deux principaux taux directeurs



Source : Banque d'Algérie

Après le règlement n°17-01 relatif à la mise en place d'un marché interbancaire des changes, la Banque d'Algérie a fait part d'une note aux banques afin de permettre aux personnes résidentes et non résidentes de disposer de compte en devises, avec libre circulation au débit et au crédit. Aucun justificatif et aucune condition ne seront demandés comme ça pouvait être le cas avant.

La liquidité bancaire présentait un surplus important pendant les années où les prix des hydrocarbures étaient élevés, avant de se retrouver en déficit lorsque les prix de ces derniers ont chuté, puis de nouveau en excès depuis la mise en place du mécanisme de création monétaire.

Au cours de l'année 2016, pour faire face à l'assèchement des liquidités, la Banque d'Algérie (BA) avait 1) donné la possibilité aux banques et établissements financiers de réescompter auprès de la BA des effets publics et privés (pic de 590 Mds DZD fin janvier 2017, soit 5,3 Mds USD) ; 2) mis en place des opérations de refinancement, dont la facilité de prêt marginal (prêt à 24h pour fournir dans l'urgence des liquidités aux banques) ; 3) suspendu les reprises de liquidités ; 4) supprimé la rémunération des facilités de dépôt ; et 5) baissé le taux de réserves obligatoires de 12% à 8%.

En 2017, les opérations de refinancement, qui se sont substituées aux opérations de réescompte, ont atteint 596 Mds DZD fin octobre (5,1 Mds USD). Parallèlement, la BA avait décidé d'abaisser de nouveau son taux de réserves obligatoires de 8% à 4% (ce qui aurait permis d'injecter 350 Mds DZD, soit 3,1 Mds USD). Le taux principal de refinancement est fixé à 3,5% et joue son rôle de transmission de politique monétaire selon le Gouverneur Loukal. Avant la mise en place du financement par création monétaire, la liquidité bancaire présentait un léger surplus de 482 Mds DZD (4,3 Mds USD).

A compter de fin novembre 2017, avec la première tranche de titres d'Etat souscrits par la BA (2185 Mds DZD, 18,8 Mds USD), et la seconde en janvier (1400 Mds DZD, 12,4 Mds), la liquidité bancaire a présenté un important excédent (évalué à 1500 Mds DZD selon le gouverneur au début 2018, 13,4 Mds USD). Dans ce contexte de surplus de liquidité, l'enjeu est la stabilité des prix et donc la stérilisation des excédents. Dès janvier, la BA a remis en place des opérations de reprise de liquidité, en application de l'instruction n°01-2013, à savoir des dépôts à terme à 7 jours auprès de la BA, accordés sous formes d'enchères, à taux variables dont le maximum est proche de celui du taux directeur (3,5%). La BA a aussi relevé le taux de réserve obligatoire de 4% à 8% puis, en mai, de 8% à 10%.

Actualité Business France

11^{ème} édition des Rencontres Algérie au siège de Business France à Paris



Cette nouvelle édition des Rencontres Algérie, avec plus de 350 entreprises et institutionnels des deux pays, a été placée sous le signe des partenariats productifs entre entreprises françaises et algériennes, compte tenu de la volonté des autorités algériennes de soutenir les projets d'implantation et de production locale dans tous les secteurs de l'économie.

En effet, cet évènement intervient dans un contexte où l'Algérie souhaite diversifier son tissu de production afin d'être moins dépendante des importations et promouvoir la main d'œuvre nationale. Les investissements entrants en Algérie sont de surcroît sur une tendance baissière (1,2 Md USD en 2017 contre 1,6 Md USD en 2016). La France reste le plus important investisseur hors hydrocarbures (avec un stock de 2,5 Mds EUR, 9% du stock algérien total). Par ailleurs, ces investissements ont une importante composante formation professionnelle. On peut notamment citer Schneider Electric dans le domaine électrique ; Renault et bientôt PSA pour les métiers de l'automobile ; ou encore le centre de formation à la mobilité urbaine de RATP Dev. Cette rencontre a ainsi permis d'approfondir et de développer les liens économiques entre les deux pays.



Quatre tables rondes ont permis d'échanger sur : 1) la sous-traitance automobile et industrielle ; 2) le e-commerce, le e-paiement, e-logistique et franchise ; 3) les biens de consommation non alimentaires ; 4) les secteurs agricoles et agroindustriels. Plusieurs intervenants ont animé ces tables rondes, principalement des présidents et directeurs de grands groupes algériens et français.



Indicateurs socio-économiques

Tableau de bord-indicateurs clés

Population (au 1er janvier 2018)	42,2 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2017)	4102 USD
PIB/habitant en PPA USD (2017)	15150 USD
IDH (2016)	0,745 (86 ^{ème} sur 191)
Classement Doing Business (2018)	166 ^{ème} sur 190
Taux de chômage (septembre 2017)	11,7%
Taux d'inflation (rythme annuel en mai 2018)	4,4 %
Taux de change EUR/DZD (mai 2018)	136,10
Prix du baril de pétrole brut (OPEP basket price – moyenne mensuelle juin 2018)	73,1 USD
Réserves de change (au 31 décembre 2017)	97 Mds USD

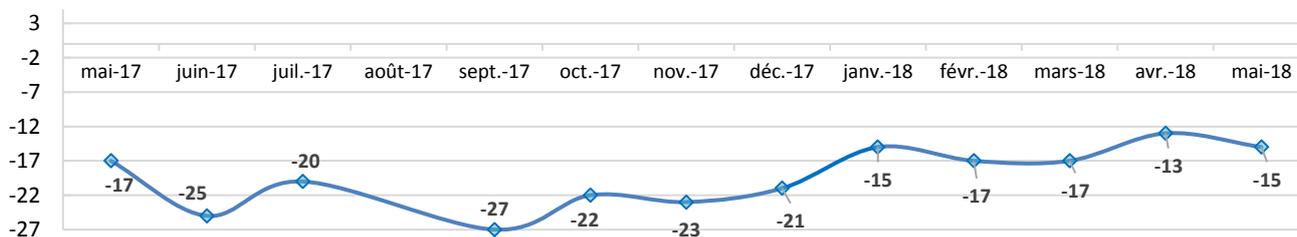
Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

		2015	2016	2017 ^o	2018*	2019*
PIB, croissance et inflation	PIB (en Mds USD, à prix courants)	166	159	170	189	199
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,7	3,3	1,6	3,0	2,7
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD, à prix courants)	135	131	138	150	162
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,0	2,3	2,6	3,4	2,9
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	4,8	6,4	5,6	7,4	7,6
	Taux d'investissement (en % du PIB)	52,8	53,9	50,3	51,7	46,8
Comptes publics	Taux d'épargne (en % du PIB)	36,3	37,2	37,4	42	36,6
	Solde budgétaire global (en % du PIB)	-15,7	-13,5	-8,8	-9,0	-4,8
	Solde budgétaire global hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-36,5	-27,7	-25,4	-26,4	-19,2
	Solde budgétaire hors Fonds de régulation des recettes (en % du PIB)	-36,1	-17,6	-8,8	-9,0	-4,8
	Dette publique (en % du PIB)	8,8	20,6	27,0	34,8	39,9
	Dette extérieure brute (en % du PIB)	1,8	2,4	2,4	2,1	1,9
Comptes externes	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4408	2074	784	0	0
	Balance commerciale (en Mds USD)	-18,1	-20,4	-14,3	-9,4	-11,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-12,0	-8,9	-10,7	-11,9	-11,8
	Transferts nets (en Mds USD)	2,8	2,8	3,0	3,1	3,2
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	-0,7	1,6	1,2	1,5	1,6
	Balance courante (en Mds USD)	-27,3	-26,5	-21,9	-18,3	-20,2
Monnaie	Balance des paiements (en Mds USD)	-27,5	-26,3	-21,8	-17,0	-18,9
	Avoirs extérieurs nets (en Mds DZD)	15222	12443	11058	9438	7413
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1517	1374	3900	7226	10078
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	6648	9510	12606	15852	17792
	Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13705	13816	14958	16664	17491

Source : FMI, Banque d'Algérie °estimation *prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises



Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Alger (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gov.fr).

Auteur : Service Économique Régional d'Alger

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Guillaume Dufour

Revu par : Denis Le Fers